

## Recadrer le débat du nucléaire belge

*Au-delà de la discussion sur la prolongation des centrales nucléaires, les responsables politiques doivent s'atteler d'urgence à un dossier crucial : fixer un cadre stable pour la transition énergétique. Ce cadre doit favoriser le meilleur compromis entre le coût total pour la société belge, la sécurité énergétique, et l'environnement.*

L'évocation de l'exploitation prolongée des centrales nucléaires belges n'a pas manqué de relancer le débat tendu entre les défenseurs et les détracteurs de l'atome. Au-delà de ce débat, notre expérience quotidienne – qui nous amène à conseiller les entreprises et les pouvoirs publics sur les enjeux climatiques et énergétiques – nous pousse à attirer l'attention sur le fait que le nucléaire n'est qu'un des enjeux de la transition énergétique majeure qui s'annonce.

Cette transition est impérative à double titre : les coûts liés à l'énergie fossile ont augmenté de manière exponentielle ces dernières années et les combustibles fossiles se raréfient. Dans le même temps, les coûts des énergies renouvelables diminuent et démontrent un potentiel important de mutation du secteur énergétique. Il en va également de la préservation de notre mode de vie qui nécessite, selon le consensus des milieux scientifiques, politiques et industriels, de limiter la hausse de la température moyenne mondiale à 2° et donc pour l'Europe de réduire de 80% ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050.

Trois critères nous semblent prépondérants pour évaluer les projets de transition :

- L'impact économique : un coût de l'énergie raisonnable limite la précarité énergétique des familles et de soutient la compétitivité des entreprises. La transition peut également stimuler la balance commerciale et l'emploi local.
- La sécurité d'approvisionnement, condition pour l'attractivité des entreprises et le bien-être des citoyens.
- Le respect des engagements climatiques, prérequis pour tout projet de transition énergétique durable.

Si nous analysons les grands leviers de la transition énergétique sur base de ces trois critères, nous aboutissons à deux convictions fortes :

- **La clef d'une transition énergétique bon marché et résiliente se trouve d'abord et avant tout dans la limitation de la consommation énergétique et en particulier d'électricité.**
  - Les possibilités d'économies sont nombreuses (par exemple l'éclairage traditionnel avec des alternatives plus économes de 50 à 80%) et démultipliées car la production d'1 kWh électrique requiert 2 à 3 kWh de carburants fossiles.
  - Les gains financiers résultant des solutions d'efficacité énergétique sont multiples : isolation des bâtiments, appareils et éclairage moins énergivores, solutions plus performantes dans l'industrie, etc. Les opportunités économiques sont connues et présentes dans de nombreux secteurs. Elles sont en outre souvent accompagnées d'une amélioration de la qualité de vie.
- Après les dispositifs permettant de réduire la demande sans altérer le bien-être, **un mix énergétique équilibré est la clef** : que les centrales nucléaires soient prolongées ou pas, le renouvelable est amené à jouer un rôle croissant à l'avenir, et le gaz sera nécessaire à la transition. La place de ces différentes sources d'énergie dans un projet de transition global dépend de trois grandes incertitudes :

- L'ampleur de la réduction de consommation électrique des citoyens. Elle doit être soutenue à tout prix en exposant son impact positif de manière pédagogique et en l'accompagnant de mesures incitatives (mesures fiscales notamment).
- Les risques de la prolongation des centrales nucléaires. La sécurité des centrales est au coeur du débat de la prolongation. Sans en être experts, nous y voyons une inconnue dont les conséquences pourraient être dramatiques. Le Japon, dont l'expertise technique n'est pas à démontrer, illustre la complexité et le coût sociétal de la gestion d'une crise nucléaire majeure.
- Les coûts des renouvelables et du nucléaire dans les prochaines années. De nombreux rapports démontrent que le renouvelable est déjà moins cher que d'autres ressources énergétiques, par exemple les nouvelles centrales nucléaires sur le point d'être construites en Angleterre.

La Belgique dispose de plusieurs études démontrant que des scénarios plausibles existent pour réussir sa transition. Elle dispose donc d'outils sérieux pour élaborer une vision à long terme, mais elle peine à s'accorder sur une stratégie qui associerait les responsables politiques, les industriels, les associations civiles et les citoyens.

Le travail des hommes politiques dans ce dossier est particulièrement complexe, vu la vitesse d'évolution du marché, l'ampleur des changements en jeu et la pression élevée de la société. Cependant, pour permettre de préserver notre bien-être à long terme, le débat de la transition nécessite une ligne claire construite avec les parties prenantes. Idéalement, cette vision devrait dépasser les divergences politiques, comme le Royaume-Uni et l'Allemagne l'ont réalisé.

Une bonne vision expliquée avec pédagogie apporte de la visibilité à long terme au-delà des ajustements indispensables pour suivre l'évolution du secteur, comme dans le dossier photovoltaïque. Nous sommes convaincus que cette vision permettra aux grands acteurs de planifier leurs investissements avec sérénité et à la société d'optimiser les coûts, la sécurité d'approvisionnement et l'impact environnemental.

*Pascal Vermeulen,*

**CLIMACT**

(Carte Blanche publiée dans Le Soir du 14/08/2014)